

En novembre 1989, tandis que les élections se préparaient au Nicaragua et que l'on dénonçait régulièrement les actes d'intimidation commis par les Sandinistes et les incursions armées menées par les *contras*, le président Ortega a annoncé que ses forces n'observeraient plus le cessez-le-feu conclu avec ces derniers, et il a lancé une nouvelle offensive contre eux. Il a déclaré que les préparations électorales se poursuivraient malgré tout, tandis que l'opposition et de nombreux observateurs internationaux exprimaient de vives inquiétudes. Presque en même temps, au Salvador, après une longue série d'attentats commis par les escadrons de la mort contre les groupes d'opposition et les syndicats, les guérilleros du Front *Farabundo Martí* pour la libération nationale (FMLN) ont rompu leurs négociations avec le gouvernement et déclenché une nouvelle offensive. Lors de cet assaut d'envergure mené audacieusement au coeur même de San Salvador, six prêtres jésuites pacifistes ont été brutalement assassinés à la manière des escadrons de la mort; les forces gouvernementales ont aussi dirigées des attaques particulièrement violentes contre des quartiers civils, elles se sont livrées à du harcèlement, et elles ont arrêté et torturé des étrangers (y compris des Canadiens) qui s'adonnaient à des oeuvres de secours et faisaient valoir là-bas les droits de la personne. Quand cette offensive a pris fin, plus de 2 000 autres Salvadoriens et Salvadoriennes étaient morts, et le fanatisme obscène du conflit avait déprimé et dégoûté tout le monde, sauf les plus enragés des adhérents ou défenseurs des deux camps.

Fait surprenant, sans doute, dans ce contexte décourageant, les cinq présidents centraméricains ont de nouveau réussi à rescaper le processus de paix au cours d'un sommet tenu à la mi-décembre. Ils ont fondé leurs espoirs sur un renforcement du rôle de l'ONU et de l'OEA dans les démarches faites pour dissoudre les groupes *contras* au Nicaragua et les guérillas du FMLN au Salvador, des mesures ayant par ailleurs été adoptées pour endiguer le flot d'armes destinées à ces deux groupes d'insurgés. L'accord ainsi intervenu entre les cinq hommes allait grosso modo dans le même sens que les entretiens de Malte, au cours desquels les présidents Gorbatchev et Bush ont évité tout litige; de façon fort significative, le dirigeant américain a alors accepté les garanties de non-intervention données par l'URSS et il a carrément accusé le Nicaragua et Cuba de favoriser l'acheminement d'armes au Salvador.

La décision que les États-Unis ont prise à la fin de l'année d'intervenir militairement à Panama pour renverser le gouvernement Noriega a remis à l'avant-plan toute une gamme de dangers, et l'action ainsi